

## **Briefing du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la situation au Burundi**

**Allocution de L'Envoyé Spécial du Secrétaire Général au Burundi,  
M. Michel Kafando  
devant le Conseil de Sécurité**

**(New York, le 30 octobre 2019)**

**Madame la Présidente du Conseil,  
Mesdames et messieurs les membre du Conseil,**

**Madame la Présidente,**

Je me réjouis de l'opportunité que vous m'offrez de briefed le Conseil, à l'occasion de l'examen du rapport du Secrétaire Général, portant sur la situation au Burundi. Mais auparavant, qu'on me permette de vous féliciter pour votre accession à la présidence du Conseil de Sécurité, pour ce mois d'octobre et de saluer par la même occasion les autres membres.

**Madame la Présidente,  
Distingués Membres du Conseil,**

Le présent briefing porte sur le document qui a été déjà soumis à votre appréciation et intitulé « Rapport du Secrétaire Général sur la situation au Burundi », publié le 24 octobre 2019. La première partie de mon exposé, concerne quelques observations tirées de ce rapport ; la deuxième partie fait le point de mes activités, relativement au dialogue inter-Burundais. Et, dans la troisième partie, je formule quelques recommandations sur la nécessité pour l'Organisation des Nations Unies de rester présente au Burundi.

Dans l'ordre des observations, il faut tout d'abord noter qu'à maints égards, la situation au Burundi demeure tendue. Au cours de la période considérée, on a observé une montée de l'intolérance politique et des atteintes aux libertés civiles et politiques. Le gouvernement a heureusement réagi, en mettant en place un cadre de dialogue politique, regroupant les partis politiques, les administrateurs locaux, et les représentants des forces de sécurité. Cette initiative mérite d'être encouragée et soutenue. Tout comme la condamnation à perpétuité, de quatre auteurs de l'assassinat, à Muyinga, d'un membre du parti CNL, le 18 août dernier ; mérite aussi d'être encouragée les discussions en cours entre le CNARED et le Gouvernement quant au retour des leaders politiques en exil.

La deuxième observation porte sur le processus électoral, comme vous le savez est géré par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Il faut espérer que ce processus sera transparent. Des élections mal organisées et contestées, on le sait, sont toujours sources de conflit.

La troisième observation porte sur la situation socio-économique, on n'a pas besoin de faire une longue analyse, continue de se détériorer.

La quatrième observation est centrée sur la situation sécuritaire qui, il faut bien l'admettre, s'est améliorée sur toute l'étendue du territoire, même si, ici et là, des abus et autres violations des droits de l'Homme continuent à être rapportés.

En tout état de cause, il convient d'encourager le gouvernement dans les obligations qui sont les siennes de garantir à tout prix la sécurité de tous ses citoyens et de mettre fin à l'impunité.

La cinquième et dernière observation a trait à la situation humanitaire qui demeure aussi préoccupante. Toutefois, il faut saluer le retour volontaire de milliers de réfugiés au pays, tout en veillant à ce que leur insertion et réintégration se fassent dans la dignité.

**Madame la Présidente,**

Le dialogue inter-Burundais sous les auspices de la Communauté de l'Afrique de l'Est, n'a toujours pas eu lieu, quatre ans après son lancement, faute, sans doute, de volonté politique des uns et des autres et aussi, pourquoi ne pas le souligner, d'engagement ferme des Etats de la sous-région. Ce dialogue aurait cependant permis que le nouveau Burundi, en perspective, soit l'affaire de tous, pour éviter ainsi les remises en cause et les éternels recommencements, ce que l'on a vu par le passé.

Et pourtant, le 20<sup>e</sup> sommet de la Communauté de l'Afrique de l'Est, tenu à Arusha le 1<sup>er</sup> février 2019, avait décidé que le Médiateur entreprendrait davantage de consultations pour l'organisation et l'aboutissement de ce dialogue. Hélas! les choses n'ont malheureusement pas bougé.

C'est dans cette incertitude que j'ai entrepris, une fois de plus, des concertations avec les leaders de la région, à commencer par le Médiateur, le Président Yoweri Museveni, qui m'a reçu le 23 août 2019, chez lui, en Ouganda. Au cours de nos entretiens, il m'a confirmé sans ambages sa volonté de poursuivre la médiation de concert avec le Président de la Communauté de l'Afrique de l'Est, le Président Kagame, ainsi que les autres Chef d'Etats de la région. Mais aussi avec le concours des Nations Unies à qui il demande de continuer d'apporter leurs appuis décisifs.

**Madame la Présidente,  
Distingués Membres du Conseil,**

Ayant accompli ces dernières démarches, le temps est venu pour moi de conclure ma mission d'Envoyé Spécial au Burundi. A vrai dire, c'est depuis le mois de juin dernier que j'avais notifié à Monsieur le Secrétaire Général ma volonté de partir. Mais ma rencontre avec le Médiateur, programmée par lui, d'abord pour le 19 juillet mais qui eut

lieu finalement en août, me dissuadait alors d'officialiser ma décision. Aujourd'hui, je le confirme.

J'atteste que même si nous n'avons pas gagné la bataille du dialogue au Burundi, le rôle des Nations Unies est loin d'avoir été négligeable. Sans conteste, nous avons contribué à susciter chez les responsables de la Région, une prise de conscience plus aigüe de ce que la stabilité au Burundi est un impératif catégorique pour la paix globale dans l'ensemble de cette région.

**Madame la Présidente,  
Distingués Membres du Conseil,**

Avec cette précision importante que je viens de mentionner, à savoir l'engagement continu des Nations Unies en faveur du Burundi, permettez-moi de refaire brièvement le compte, ne serait-ce qu'à titre de redevabilité, des principales activités accomplies dans le cadre du mandat que vous avez bien voulu me confier.

Depuis ma nomination par le Secrétaire Général, le 5 mai 2017, il y a donc deux ans, comme Envoyé Spécial pour le Burundi, je n'ai ménagé aucun effort, pour aider la Facilitation et la région, à mener à terme, le processus du dialogue inter-Burundais. A cet égard, et à plusieurs reprises, j'ai entrepris des visites dans la région et consulté ses principaux leaders, notamment le Médiateur et le Facilitateur, ainsi que les parties prenantes burundaises.

J'ai aussi, en de nombreuses occasions, rencontré les autorités de l'Union Africaine, à l'effet de les sensibiliser et solliciter leur engagement dans la recherche d'une solution consensuelle au Burundi. De même, j'ai approché certains Chefs d'Etat africains, toujours dans le même objectif.

En deux ans et demi de mission, j'ai été reçu une fois par le Président Pierre Nkurunziza. Plus précisément, c'était au lendemain de ma nomination, le 27 Juin 2017. Les espoirs nés de cette première rencontre avec le Chef de l'Etat du Burundi, notamment sur les questions liées au dialogue et à la coopération avec l'ONU, dont la signature du SOMA, n'ont malheureusement pas encore abouti.

Durant mes régulières visites au Burundi, j'ai eu des séances de travail avec les principaux acteurs et leaders politiques, tant de l'opposition que du Parti au pouvoir. J'ai eu aussi des rencontres avec les représentants de la société civile ; ceux des confessions religieuses, des femmes et des jeunes et naturellement avec les diplomates accrédités dans ce pays. J'ai rencontré les responsables du CNARED, à Bruxelles pour les persuader d'aller au dialogue, la seule issue pour eux de retourner pour participer au renouveau et à la reconstruction de leur pays. Mon Bureau à Bujumbura a établi des rapports de coopération avec toutes les parties concernées et d'abord avec les représentants du

Gouvernement ; ceux de la communauté internationale et les principaux acteurs politiques.

Au sein du Groupe Conjoint de Travail (JTWG), mis en place pour soutenir les efforts du Facilitateur, mon Bureau a apporté un appui significatif sur le plan technique, logistique et financier, contribuant ainsi à la tenue de plusieurs réunions de consultations dont les sessions plénières du dialogue, à Arusha et à Entebbe.

L'appui multiforme de mon Bureau et mon engagement personnel auprès du Facilitateur et du Médiateur, ont contribué souvent à lever certains blocages politiques et techniques et rendu possible la poursuite du processus de recherche de la paix au Burundi.

**Madame la Présidente,  
Distingués Membres du Conseil,**

Depuis ma prise de fonction, j'ai eu l'opportunité de rendre régulièrement compte à votre Conseil, de l'évolution de la situation au Burundi. J'ai apprécié vos remarques, vos conseils, et vos encouragements. Au moment de mettre fin à ma mission, je tiens à vous remercier pour tous ces égards, pour cet accompagnement et pour le soutien constant et multiforme que vous m'avez apporté.

Je remercie Monsieur le Secrétaire General pour la confiance qu'il m'a faite tout au long de ma mission.

Je remercie l'Ambassadeur Lauber, Président de la Configuration-Burundi de la Commission des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix.

Je remercie tous mes collaborateurs, et en premier lieu l'équipe du Bureau de L'Envoyé Spécial à Bujumbura et celle du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix, ici à New York.

Je remercie les autorités et le peuple burundais.

En un mot, j'exprime ma sincère gratitude à tous ceux qui ont facilité ma mission ces deux années durant.

Je vous remercie.